

COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Vingt-sixième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019)

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT **(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution n° 1035 du Conseil du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 du 27 juin 2018 relative aux dispositions et pratiques budgétaires¹. La note d'orientation 2019 sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
3. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

4. En 2019, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 16 358 446 dollars É.-U.³ (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 479 887 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/110/3), et 79 887 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant total de 14 878 559 dollars É.-U. était disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne,

¹ La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des États-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit). » Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé qu'« un apport de 25 % de revenus de soutien opérationnel (hormis l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars É.-U. sera alloué au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) », tandis qu'au paragraphe 15 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

² La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

³ Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a versé une contribution sans affectation spéciale, qui faisait partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement en 2019.

comprenant 13 541 248 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel, 372 959 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne, 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche, 578 704 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique, 345 938 dollars É.-U. versés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, et 110 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

5. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets reçues en 2019 ont augmenté, en partie à la suite de l'accroissement du nombre de Membres de l'OIM.

6. Au total, 82 projets bénéficiant à 108 États Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2019 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des États Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé 33 initiatives à hauteur de 6 250 000 dollars É.-U., en faveur de 33 États Membres remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 2 850 000 dollars É.-U. ont été alloués à 15 initiatives, en faveur de 16 États Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, 21 initiatives en faveur de 22 États Membres ont été financées à hauteur de 4 337 887 dollars É.-U.. En Europe, 1,6 million de dollars É.-U. ont été alloués à neuf projets, au profit de neuf États Membres remplissant les conditions requises. Des crédits d'un montant total de 678 559 dollars É.-U. ont été approuvés pour trois projets multirégionaux en faveur d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier de la deuxième ligne, auxquels s'ajoutent 200 000 dollars É.-U. destinés à des initiatives concernant la visibilité du Fonds et les collectes de fonds.

7. Les projets approuvés visaient à contribuer au renforcement des capacités dans les domaines thématiques suivants : lutte contre la traite ; migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; migration et santé ; gestion de l'immigration et des frontières ; migration, environnement et changement climatique ; politique de migration ; recherche sur la migration ; rapatriements de fonds ; retour et réintégration ; et mobilisation de la diaspora. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, et aux objectifs de développement durable.

8. Les allocations financières par rapport aux fonds disponibles étaient conformes aux prévisions, puisque la totalité des fonds ont été alloués à la fin de 2019. Tous les projets ont été élaborés dans le système PRIMA d'information et de gestion des projets selon une approche fondée sur les droits et intégrant la problématique femmes-hommes. Au 31 décembre 2019, 181 projets actifs étaient administrés par le Fonds de l'OIM pour le développement.

9. Le plan stratégique 2019-2021 du Fonds de l'OIM pour le développement et le plan d'action pour 2019 ont tous deux servi de fondement à l'action du Fonds en tant qu'unité et à ses relations avec les parties prenantes internes et externes.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

10. Le Gouvernement du Japon a accepté de financer le poste d'administrateur auxiliaire à temps partiel pendant six mois supplémentaires en 2019, l'OIM s'engageant à couvrir les six mois restants de l'année. Cet administrateur auxiliaire est un membre indispensable de l'Unité ; il étudie les possibilités de collecte de fonds ainsi que les demandes et les rapports concernant les projets, et examine les résultats des projets.

Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds

11. Deux campagnes de sensibilisation et de collecte de fonds intitulées « Regarder l'avenir, servir » et « Faisons ce qu'il faut » ont été mises au point. Fondées sur des techniques de narration innovantes (y compris des vidéos à 360°), les médias sociaux et des manifestations hors ligne, ces campagnes visent à accroître la visibilité et à contribuer aux appels de fonds afin de pouvoir mettre en œuvre d'autres projets du même genre ailleurs dans le monde. À ce jour, les fonds recueillis en ligne sont limités, mais les deux campagnes ont réussi à faire connaître les questions qu'elles abordent, ainsi que l'OIM et le Fonds. La campagne « Regarder l'avenir, servir » a touché 2,4 millions de personnes sur les médias sociaux, parmi lesquelles plus de 15 000 ont cherché à accéder à plus d'informations, et plus de 10 000 se sont rendues sur la page Faites un don. Plusieurs États Membres se sont déclarés disposés à reproduire le projet de mobilisation de la diaspora présenté lors de la campagne. D'autres manifestations publiques sont prévues tout au long de 2020.

Examen de pratiques exemplaires

12. En 2019, le Fonds de l'OIM pour le développement a examiné tous les projets traitant de la multithématique migration, environnement et changement climatique (MECC) qu'il a financés entre 2013 et 2018, afin de dégager des pratiques exemplaires et de repérer des difficultés et des tendances à prendre en considération lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets futurs. L'exercice a consisté en une évaluation rapide de 21 projets, dont 11 étaient toujours en cours, et dix étaient achevés. Des questionnaires, les rapports finals et les évaluations se rapportant à chacun des projets sélectionnés ont été examinés et analysés. Il est apparu que tous les projets achevés ont des effets directs et des produits durables : des ateliers de formation, des réunions et des évaluations continuent d'être organisés, des articles sont rédigés et des études sont utilisées par les décideurs, la multithématique MECC est intégrée dans les politiques, et diverses activités locales sont menées après l'achèvement des projets financés. Sur les dix projets achevés, trois (30 %) ont bénéficié de crédits budgétaires de suivi alloués par le gouvernement national, et six (60 %) ont bénéficié de crédits budgétaires de suivi de la part de donateurs. Pour six d'entre eux (60 %), l'OIM met en œuvre des activités de suivi, dont des ateliers de formation, des études, des conférences et des exercices d'évaluation des enseignements tirés. Pour l'un (10 %) des projets achevés, des activités de suivi sont mises en œuvre par un donateur. Dans le cas de 15 projets (71 %) examinés, des parties prenantes et des partenaires locaux avaient été associés à leur planification et à leur mise en œuvre, afin de s'assurer leur appropriation du projet et leur volonté d'en garantir la durabilité à long terme. Neuf projets (43 %) bénéficiaient de partenaires ayant les moyens financiers de pérenniser les avantages du projet à long terme. De plus amples informations sur cet examen sont affichées sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement.

Évaluations a posteriori

13. Le Fonds de l'OIM pour le développement est déterminé à évaluer a posteriori tous les projets achevés qu'il a financés. Toutes les évaluations réalisées en 2019 ont été passées en revue, rassemblées et résumées. Les principales constatations et recommandations ont été réunies dans un rapport intitulé « Report on the IOM Development Fund 2019 Ex-post Evaluations », qui a été communiqué aux concepteurs et aux administrateurs de projet, aux fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation et au personnel des bureaux régionaux associé à l'examen des rapports et des nouvelles propositions de projet. Le texte intégral de ce rapport peut être consulté sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement, et ses principales recommandations sont reproduites à l'annexe V du présent document.

Évaluation du Fonds

14. Le Bureau de l'Inspecteur général (OIG) a réalisé une évaluation du Fonds en 2019. Le rapport correspondant peut être obtenu auprès d'OIG. Les recommandations énumérées dans le Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019 (document S/25/12) ont été acceptées par l'Administration et ont pris effet à compter de janvier 2020. Les États Membres ont approuvé l'augmentation des plafonds de financement qui avait été recommandée, en modifiant la résolution n° 18 du Comité permanent des programmes et des finances comme suit :

- a) Augmenter les plafonds du budget des projets en modifiant les paragraphes 17 b) et c) de la résolution n° 18 du Comité permanent des programmes et des finances comme suit :
 - i) Le plafond de financement des projets nationaux au titre de la deuxième ligne de crédit sera de 300 000 dollars É.-U. ;
 - ii) Le plafond de financement des projets régionaux au titre la deuxième ligne de crédit sera de 400 000 dollars É.-U..

États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

15. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- Annexe I : Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2019
- Annexe II : Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2019
- Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019
- Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019
- Annexe V : Recommandations issues du Rapport sur les évaluations a posteriori réalisées par le Fonds de l'OIM pour le développement en 2019

Annex II

**Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 31 December 2019**

(total: 106)

Africa 43 Members (41%)	Middle East 1 Member (1%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria	Jordan	Myanmar
Angola		Nepal
Benin	Latin America and the Caribbean	Pakistan
Botswana	20 Members (19%)	Papua New Guinea
Burkina Faso	Belize	Philippines
Burundi	Brazil	Solomon Islands
Cabo Verde	Colombia	Sri Lanka
Cameroon	Costa Rica	Tajikistan
Central African Republic	Cuba	Thailand
Chad	Dominica	Timor-Leste
Comoros	Dominican Republic	Tonga
Democratic Republic of the Congo	Ecuador	Turkmenistan
Djibouti	El Salvador	Tuvalu
Egypt	Grenada	Uzbekistan
Eswatini	Guatemala	Vanuatu
Ethiopia	Guyana	Viet Nam
Ghana	Haiti	
Guinea	Honduras	Europe
Kenya	Jamaica	12 Members (11%)
Lesotho	Mexico	Albania
Libya	Nicaragua	Armenia
Madagascar	Paraguay	Azerbaijan
Malawi	Peru	Belarus
Mali	Saint Lucia	Bosnia and Herzegovina
Mauritania		Georgia
Mauritius	Asia and Oceania	Montenegro
Morocco	30 Members (28%)	North Macedonia
Mozambique	Afghanistan	Republic of Moldova
Namibia	Bangladesh	Serbia
Niger	Cambodia	Turkey
Nigeria	China	Ukraine
Rwanda	Fiji	
Senegal	India	
Sierra Leone	Kazakhstan	
Somalia	Kiribati	
South Africa	Kyrgyzstan	
Sudan	Lao People's Democratic Republic	
Togo	Maldives	
Tunisia	Marshall Islands	
Uganda	Micronesia (Federated States of)	
United Republic of Tanzania	Mongolia	
Zambia		
Zimbabwe		

Note: Bolivia (Plurinational State of), Congo and Côte d'Ivoire are not included in the above list because they became eligible for Line 2 funding (when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years) after the cut-off date of 30 June 2019. Argentina is not included in the above list because it became eligible for Line 2 funding (as an upper-middle-income economy) after the cut-off date of 30 June 2019.

Annex III

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:
Approved projects from 1 January to 31 December 2019**

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Egypt	Egypt: Providing Youth with Alternatives to Irregular Migration – IOM Strategy: activities 5 and 12	100 000
IOM Guinea Bissau	Understanding the Nexus between Migration and Access to Natural Resources in Guinea Bissau, with a Specific Focus on Gender – IOM Strategy: activity 1	100 000
IOM Madagascar	Diaspora Youth Volunteer Programme in Madagascar – IOM Strategy: activity 4	100 000
IOM Somalia	Identifying Climate-adaptive Solutions to Displacement in Somalia – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
IOM Zimbabwe	Improving Data on the Flow and Impact of Migrant Remittances for Development in Zimbabwe – Pilot – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
Africa Line 1 allocations to date		500 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		435 913
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		115%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		48%

Line 2		
IOM Angola	Capacity-building for Angolan Government Officials on Humanitarian Border Management – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Botswana	Facilitating Ethical Recruitment Practices in Botswana – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Burkina Faso	Strengthening Capacities for the Prevention of Community Conflicts in Burkina Faso – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Burundi	Enhancing Natural Disaster Preparedness and Response Capacity in At-risk Communities in Burundi – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Cabo Verde	Supporting the Implementation of a Diaspora Entrepreneurship Programme in Cabo Verde – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Cameroon	Assessment of Trafficking in Human Beings and Smuggling of Migrants in Cameroon – IOM Strategy: activities 3 and 10	200 000
IOM Central African Republic	Strengthening Border Management in the Central African Republic – IOM Strategy: activity 6	200 000
IOM Chad	Understanding the Use of Remittances for Development in Chad – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	200 000
IOM Djibouti	Strengthening Knowledge and Management of Internal Migration Caused by Climate Change and Natural Hazards in Djibouti – IOM Strategy: activity 3	200 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 2 (continued)		
IOM Eswatini	Strengthening Coordination Mechanisms to Respond to Trafficking in Persons and Ensure Justice for and Protection of all Victims of Trafficking in Eswatini – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Ethiopia	Facilitating Safe and Regular Migration through the Ethical Recruitment of Migrant Workers from Ethiopia – IOM Strategy: activities 3, 5 and 12	200 000
IOM Ghana	Supporting the Government of Ghana in Mainstreaming Migration into the National Census – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Guinea	Building the Resilience of Communities Affected by Climate Change and Environmental Degradation in Guinea – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Kenya	Kenya: Engaging Migrants and Diaspora Communities for an Inclusive and Climate-resilient Blue Economy – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Madagascar (Comoros)	Institutional and Operational Capacity-building for Frontline Border Management Personnel in the Comoros – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Mauritania	Strategic Youth Engagement to Build Resilience against Extremism in Mauritania – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Mauritius (Comoros, Madagascar, Mauritius)	Supporting the Western Indian Ocean Mechanism for Maritime Security: Promoting Maritime Governance on Migration Issues in the Indian Ocean Commission Region – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Morocco	Supporting Morocco in Migration Data Governance – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Mozambique	Migration Profile for Mozambique – A Tool for Evidence-based Policy-making and Programming – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Namibia	Strengthening the Implementation of Border Residency Arrangements Between Namibia and Botswana, and Namibia and Zambia – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Niger	Supporting Youth with Efficient and Effective Employment Counselling Centres in Niger – IOM Strategy: activities 3 and 5	200 000
IOM Nigeria	Strengthening the Capacity of the Justice Sector to Address Trafficking in Persons and Smuggling of Migrants in the Edo and Delta States, Nigeria – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Rwanda	Diaspora Engagement in the Rwandan Health Sector – IOM Strategy: activities 4 and 5	200 000
IOM Senegal	Building the Capacity of the Health Authorities to Promote Access to Health Care for Migrants and Cross-border Communities in the Kédougou Region in Senegal – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM South Africa (Botswana, South Africa and Zimbabwe)	Enhancing Migrant Integration and Social Cohesion through Socio-cultural Activities and Community Dialogue in Botswana, South Africa and Zimbabwe – IOM Strategy: activities 3 and 8	300 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Uganda	Data for Development: Understanding Environmental Migration in Uganda for Policy Development – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM United Republic of Tanzania	Migration, the Environment and Climate Change in the United Republic of Tanzania: Examining the Causes and Consequences of Climate Change - Induced Internal Migration – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Zambia	Building the Capacity of the Government of Zambia to Maximize the Development Potential of the Diaspora – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
Africa Line 2 allocations to date		5 750 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		5 740 000
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		41%

Lines 1 and 2	
Africa regional allocations	6 250 000
Africa regional available funding	6 175 913
Percentage allocated across the two funding lines	101%

Annex III (continued)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
	Middle East Line 1 allocations	0
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	20 758
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	0%
Line 2		
	Middle East Line 2 allocations	0
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	140 000
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	0%
Lines 1 and 2		
	Middle East regional allocations	0
	Middle East regional available funding	160 758
	Percentage allocated across the two funding lines	0%

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Strengthening Migration Governance in the Plurinational State of Bolivia through Evidence-based Decision-making – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Regional Office in San José, Costa Rica (Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico and Nicaragua)	Development of a Migration Health Interactive Map for the Mesoamerican Region – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations		200 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		197 198
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		101%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		19%
Line 2		
IOM Belize	Building the Capacity of the Government of Belize to Address the Challenges Associated with Migration and Climate Change in Vulnerable Coastal Communities – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Brazil	Strengthening the Capacity of Local Stakeholders to Address Migration in Coordination with Federal Authorities in Brazil – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Ecuador	Strengthening and Updating the National Migration Management System in Ecuador – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Guyana	Migration Profile Guyana: Promoting Evidence-based Policymaking – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Haiti	Diaspora Engagement for the Development of Haiti – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Headquarters (Brazil, Dominican Republic and Peru)	Developing a Common Measurement Tool to Support Successful Migrant Integration in Brazil, the Dominican Republic and Peru	200 000
IOM Honduras	Strengthening Diaspora Fundraising Mechanisms to Support Economic and Social Reintegration Processes for Returned Migrants in Honduras – IOM Strategy: activity 4	150 000
IOM Jamaica	Creating a Jamaican Diaspora Engagement Model for Development – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000
IOM Mexico	Establishing “Sister Cities” in Mexico for the Integration of Migrants – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Capacity of the National Coalition Against Trafficking in Persons for Early Detection and Referral of Victims of Trafficking in Nicaragua – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Paraguay	Strengthening the Return and Reintegration Process in Paraguay – IOM Strategy: activities 3 and 10	200 000
IOM Peru	Strengthening the Capacity of the Education Sector in Peru to Combat Xenophobia through Art – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Regional Office in San José, Costa Rica (Belize, Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua)	Supporting the Development of a Comprehensive Action Plan to Address Migration in Central America – IOM Strategy: activities 3 and 7	300 000
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations		2 650 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 660 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		19%

Lines 1 and 2	
Latin America and the Caribbean regional allocations	2 850 000
Latin America and the Caribbean regional available funding	2 857 198
Percentage allocated across the two funding lines	100%

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Afghanistan	Strengthening the Technical Capacity of Afghanistan's Trafficking in Persons Secretariat – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Kyrgyzstan	Improved Migration Management through Policy Development in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activity 3	37,887
IOM Uzbekistan	Establishing a Pilot Skills Development Centre for Potential Labour Migrants in Uzbekistan – IOM Strategy: activities 3 and 12	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations		237 887
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		280 229
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		85%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		23%

Line 2		
IOM Bangladesh	Migration, Livelihood and Social Cohesion Strategy for Small Ethnic Communities in Bangladesh – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Bangladesh (Bangladesh and Nepal)	Promoting Recruitment Industry Reform to Achieve Ethical Recruitment in Bangladesh and Nepal (Prosper) – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Cambodia	Enhancing Identity and Border Management in Cambodia (Evidence) – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM China	Setting the Foundation: Pre-feasibility for an Assisted Voluntary Return and Reintegration Programme in China – IOM Strategy: activities 3 and 10	200 000
IOM Fiji	Engaging with the Diaspora for Fiji's Development – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Lao People's Democratic Republic	Migration Profile: Lao People's Democratic Republic – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Maldives	Maldives: Strengthening Government Capacity in Migration Health Policy Development – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Marshall Islands	Strengthening Migration Management in the Republic of the Marshall Islands – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Nepal	Migration Health Management Information System (MHMIS): Strengthening Capacity on Data-driven Policy and Planning in Nepal – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Federated States of Micronesia (Marshall Islands, Micronesia (Federated States of))	Strengthening Human Trafficking Protection Mechanisms Across the North Pacific Region – IOM Strategy: activities 3 and 11	300 000
IOM Federated States of Micronesia (Marshall Islands, Micronesia (Federated States of))	Improving Access to Support Services for Vulnerable Migrants in the North Pacific Region – IOM Strategy: activity 3	300 000

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Philippines	Philippines: Technical Assistance to the Bangsamoro Transition Authority on Normalization and Migration Management – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Solomon Islands	Solomon Islands: Developing Planned Relocation Guidelines in the Context of Slow- and Sudden-onset Disasters – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Sri Lanka	Sri Lanka: Development of a Labour Migration Strategy for the Caregiving and Hospitality Sectors – IOM Strategy: activities 3, 4 and 12	200 000
IOM Tajikistan	Tajikistan: Understanding the Nexus Between Migration, Gender, Climate Change and Agriculture – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Timor-Leste	Strengthening Immigration and Border Management in Timor-Leste – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Tonga (Tonga, Tuvalu, Vanuatu)	Building the Capacity of Migrant Workers and Governments in the Pacific Region to Harness the Remittance Potential of Labour Migration – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Turkmenistan (Kazakhstan, Kyrgyzstan, Uzbekistan, Tajikistan, Turkmenistan)	Implementing Advance Passenger Information Systems in Central Asia – IOM Strategy: activity 3	300 000
Asia and Oceania Line 2 allocations		4 100 000
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		3 920 000
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		105%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		29%

Lines 1 and 2	
Asia and Oceania regional allocations	4 337 887
Asia and Oceania regional available funding	4 200 229
Percentage allocated across the two funding lines	103%

Annex III (continued)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM North Macedonia	North Macedonia: Strengthening Institutional Capacities to Counter Trafficking in Persons among Vulnerable Migrants – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
Europe Line 1 allocations		100 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		103 789
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		96%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		10%

Line 2		
IOM Albania	Strengthening Institutional Capacities on Migration Governance in Albania – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Armenia	Strengthening Border Management Capacities in Armenia – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Azerbaijan	Enhancing Passenger Processing Capacities in Azerbaijan in Line with International Best Practices and Standards – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Belarus	Developing an Effective Public Information System within the Border Guard Service of Belarus – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Contributing to Evidence-based Labour Migration Policies for the Healthcare and Information and Communications Technology (ICT) Sectors in Bosnia and Herzegovina – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Georgia	Georgia: Facilitating an Integrated Operational Framework for Migrant Reintegration, Integration and Labour Migration – IOM Strategy: activities 3, 8 and 12	200 000
IOM Republic of Moldova	Enhancing the Training Capacity of the Border Police in the Republic of Moldova (Trabor) – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Serbia	Serbia: Mitigating the Adverse Effects of Internal Migration – IOM Strategy: activity 3	200 000
Europe Line 2 allocations		1 500 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 540 000
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		97%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		11%

Lines 1 and 2	
Europe regional allocations	1 600 000
Europe regional available funding	1 643 789
Percentage allocated across the two funding lines	97%

Annex III (continued)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Administration Line 1		
Total		442 000
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)		3%
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters	IOM Development Fund Visibility and Fundraising	200 000
IOM Headquarters	Developing Government Capacity to Build the Evidence Base on Human Trafficking – IOM Strategy: activity 11	300 000
IOM Headquarters	Diaspora Engagement in the Era of Digitalization (DEED) – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM Headquarters	Global Technical Guidance for Mainstreaming the Protection of Migrant Children into National Child Protection Systems – IOM Strategy: activities 3 and 11	78 559
Allocation as a percentage of available total (Line 2)		6%

Annex IV

Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: 1 January to 31 December 2019

	USD	USD
Line 1		
2019 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects ¹	79 887	
Subtotal Line 1		1 479 887
Line 2		
2019 Operational Support Income allocation	13 541 248	
Recovered funds from completed projects ²	372 959	
Contribution from the Government of Austria ³	39 600	
Contribution from the Government of Belgium (EUR 500,000) ³	578 704	
Contribution from the Government of the United States of America ³	345 938	
Private contributions made by individuals online ⁴	110	
Subtotal Line 2		14 878 559
Total available funds		16 358 446

	USD	%
Total allocations made in 2019 under Line 1	1 479 887	100
Balance available: Line 1	0	0
Total allocations made in 2019 under Line 2	14 878 559	100
Balance available: Line 2	0	0

Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: available funds as at 31 December 2019⁵

	USD
Line 1 – Operational Support Income allocation	1 400 000
Line 2 – Operational Support Income allocation	18 120 059
Recovered Line 1 ⁶	29 309
Recovered Line 2 ⁷	116 618
Contribution by the Government of Sweden ⁸	538 851
Contribution by the Government of Austria ⁸	39 600
Contribution by the Government of Belgium (EUR 500,000) ⁸	568 181
Private contributions made by individuals online ⁹	1 483
Total available funds	20 814 101

¹ Corresponding to USD 18,994 of recovered funds from 1 July to 31 December 2018 and USD 60,893 of recovered funds from 1 January to 30 June 2019.

² Corresponding to USD 85,573 of recovered funds from 1 July to 31 December 2018 and USD 287,386 from 1 January to 30 June 2019.

³ Contributions received from 1 July to 31 December 2018 and carried forward to 2019.

⁴ Online donations received from 1 January to 31 December 2018 (gross amount) carried forward to 2019.

⁵ Subject to approval of Financial Report 2019.

⁶ Corresponding to USD 29,309 of recovered funds from 1 July to 31 December 2019.

⁷ Corresponding to USD 116,618 of recovered funds from 1 July to 31 December 2019.

⁸ Contributions received from 1 July to 31 December 2019 and carried forward to 2020.

⁹ Online donations in 2019 (gross amount) carried forward to 2020.

Annex V

Key Recommendations from the Report on IOM Development Fund 2019 Ex-post Evaluations

Relevance

- (a) Establish a coordination mechanism/stakeholder working group to strengthen ownership and sustainability prospects.
- (b) Develop robust results matrices, formulate outcomes and outputs correctly, and establish a clear and logical causal relationship between activities, outputs and outcomes; make specific assumptions that hold true and use SMART indicators.
- (c) Avoid overly ambitious objectives (e.g. objectives that cover several thematic areas) and be mindful that their achievement may depend on other, external factors.
- (d) Clearly articulate expected results in results statements (e.g. formulation of outcomes and outputs), making sure that they reflect the underlying theory of change.
- (e) Conduct an external environment analysis to develop an accurate risk mitigation strategy
- (f) Involve key project partners in project design using a participative and coordinated approach.
- (g) Carefully assess the viability of regional projects (e.g. number of countries involved, time frame, challenges related to remote management).

Effectiveness

- (a) Regularly monitor project progress with a view to the continued alignment of intended results and stakeholder priorities.
- (b) Develop robust results monitoring frameworks and detailed work plans to ensure proper monitoring of activities; use PRIMA for All, in particular the Results Monitoring and MS Project modules, and track progress for every single indicator.
- (c) Draw up detailed terms of reference when establishing technical working groups.
- (d) Ensure active participation and ownership of all stakeholders, from inception and throughout implementation, by holding regular meetings/working groups (ideally, once a month).
- (e) In line with the above, organize frequent meetings with the project staff and key partners to monitor progress on activities, identify potential challenges and update risk-mitigation strategies and activities as required.
- (f) Review the scope of regional projects to make sure that results can be achieved in all the beneficiary countries.

Efficiency

- (a) Regularly monitor progress and the use of financial resources to ensure adherence to IOM/IOM Development Fund financial guidelines and allow for forecasting and any adjustments needed.
- (b) Develop a detailed work plan for all specific activities and any related tasks well in advance, in order to avoid delays.
- (c) Draw up realistic time frames for all projects, but especially regional ones.
- (d) Remain attentive to partners' evolving needs and respond flexibly (always in coordination with the Fund).
- (e) Encourage contributions from partners by establishing partnerships/creating synergies.
- (f) Include dissemination/visibility strategies in the project design, to avoid any delays related to translation or publication of final products.
- (g) Assess whether certain activities can take place before expenses are charged/the project code is issued (e.g. setting up coordination mechanisms before the project is activated to avoid delays during the first months of implementation).

Annex V (continued)

**Key Recommendations from the Report on IOM Development Fund 2019
Ex-post Evaluations**

Sustainability

- (a) Strengthen project ownership by encouraging key partners to take the lead in activities.
- (b) Reiterate the importance of frequent working group meetings during implementation and after project completion.
- (c) From inception onwards, involve a multitude of stakeholders (private sector, academia, NGOs, etc.) in order to encourage synergies and maximize the possibilities to secure further funding and/or continuity of activities.
- (d) From inception onwards, encourage the development of a more holistic programmatic approach, to allow synergies with broader processes and to attract external donors.
- (e) Update the project deliverables to ensure that they are relevant in the long run.
- (f) Develop and implement a robust risk management plan, to mitigate negative impacts and promote project resilience.
- (g) In the case of regional offices, consider setting up a monitoring unit and allocating human and financial resources with a view to providing ad hoc technical assistance to partners in need.

Impact

- (a) Develop robust results matrices with SMART indicators for impact assessments, especially with regard to increases in knowledge, changes in behaviour and numbers of beneficiaries.
- (b) Involve all stakeholders and communicate the project's objectives, to avoid any misunderstandings and/or unintended negative consequences for project partners.
- (c) For regional projects, establish smooth and regular communication systems with all countries, including those without an in-country management site, to maintain a close relationship with key stakeholders and ensure effective implementation.
- (d) Include sustainability measures from the design phase, to allow synergies to emerge during implementation and help strengthen project impact.

Cross-cutting recommendations

- (a) Whenever possible, conduct a needs assessment involving all gender groups during the design phase.
- (b) Strive to further mainstream gender and a rights-based approach in the project proposals, interim and final reports, and any deliverables (e.g. use correct terminology).
- (c) During implementation, include all gender groups in activities and ensure representativity among decision-makers.
- (d) Report not only sex-disaggregated data but also the implications of project activities/deliverables for different gender groups.